L'ABEILLE.

IMPRIMÉE ET PUBLIÉE TOUS LES JOURS, PAR JEROME BAYON, IMPRIMEUR DE L'ETAT DE LA LOUISIANE.

" Il faut que l'UNION soit conservée."

MERCREDI MATIN, 28 AOUT 1823.

Jours de publication :
LUNDI, MERCREDI & VENDREDI.

POUR GOUVERNEUR :

J. B. DAWSON,

INTERIEUR.

NOUVELLE-ORLEANS, 28 août,

Nous engageons à *Monsieur* du *Mercantile Advertiser* de lire avec attention, dans Cervantes, l'épisode du *curioso impertinente;* il est probable qu'il retirera beaucoup de fruit de cette lecture, et qu'elle le pénétrera de l'urgence d'amender les deux qualités essentielles de son caractère. C'est la meilleure réponse que nous puissions faire à ses questions saugrenues.

Nous avons des raisons de croire que le capitaine de la garde-de-ville sera nommé en l'an 2440.

Le *Mercantile Advertiser* d'hier a écrit une demi-colonne pour prouver qu'il a toujours été *constant*, même en adoptant successivement les noms de tous les candidats et en s'arrêtant au dernier. Voilà ce qui s'appelle un large et comique *Pantalonesque;* nous avouons que notre confiance n'est pas autant à l'aise avec notre Evangile. Dans tout ce flatras, hérissé de risibles bravades, et d'incohérence de pensée, de style et de principes, il n'y a qu'un seul point qui nous occupe et que nous voulions éclaircir; parce que nous ne craignons et ne craindrons jamais de ramasser le gant et tous les gants que nous jette et que pourra nous jeter le journal de Joans et compagnie. Toutes les prétentions du *Mercantile* à la *constance* (vertu si rare selon les femmes, et que ce paladin d'une nouvelle espèce prétend posséder *in fuso*) reposent sur un fait que nous ne pouvons pas déclarer faux, mais qui, bien expliqué, donnera la mesure de la bonne foi de notre antagoniste.

Après s'être battu les flancs pour démontrer que, tout en passant de M. Dawson à M. Prieur, sans toutefois mentionner le nom de M. White, qui a aussi figuré en tête de nos colonnes, il est resté fidèle à ce qu'il appelle ses principes, le *Mercantile Advertiser* raisonne à peu près ainsi : " Nous disons que la France est toujours la France; mais il ne s'ensuit pas qu'on puisse reprocher au gouvernement de 1833 les actes du gouvernement de juillet 1830. " Par le terme seul de comparaison dont il fait choix, on voit évidemment que l'individu est modeste. " Il poursuit en ces termes : " Et quoique le *Mercantile* soit toujours le *Mercantile*, nous ne voyons pas pourquoi les actes du propriétaire de 1832 seraient inculpés à titre de reproche au propriétaire de 1833. " Dans cette élégante phraséologie, qu'on ne nous reprochera peut-être pas d'avoir entreprise en la traduisant, si on a le Parisgnal, il est facile de reconnaître le but de l'écrivain; et rien ne serait en effet plus plausible que son raisonnement, si le *propriétaire* du *Mercantile* en 1832 en eût été aussi le *rédacteur*. Malheureusement pour le repos de celui qui discute ainsi *coram populo* l'infaillibilité de sa CONSTANCE, nous *étions*, à l'époque dont il parle, quelque peu initiés à l'*organisation intra-muros* de la famille municipale d'aujourd'hui; et il résulte de là, que nous pouvons *affirmer* (ce que du reste le public n'ignore pas,) que le propriétaire de 1832 est précisément, chair et os, le rédacteur de 1833. Les âmes simples et franches que le raisonnement du paladin de la *constance* avait séduites, se demanderont s'il se peut qu'il y ait des hommes qui se jouent ainsi de la crédulité humaine. Et elles auront raison, car on rougit en effet de se voir les mêmes formes et les mêmes organes que l'être qui est capable d'affliger tant d'impudence et d'effronterie la face de toute une population qui le connaît. Il y a même un fait que nous négligeons; c'est que le principal propriétaire du *Mercantile* en 1832 et pendant les années précédentes, est encore le principal propriétaire de ce journal en 1833; mais nous n'abuserons pas de la responsabilité que nous offrirait son nom, qui n'a pas cessé d'être en tête du journal, parce que nous croyons savoir qu'il ne s'est jamais occupé de la rédaction. C'est à la *constance* à qui s'est dressé l'éditeur-propriétaire du *Mercantile* en 1832, à savoir maintenant si elle doit en effet le tenir pour responsable des articles publiés en 1832, et entièrement de l'article en faveur de M. Dawson, qui paraîtra à ses souvenirs.

Il ne nous reste qu'un mot à ajouter : nous ne sommes pas de ces hommes qui, selon l'expression du *Mercantile : love to assassinate characters;* c'est-à-dire, qui aiment à détruire la *réputation d'autrui;* mais nous sommes gens, quand on nous provoque, et quand on cherche à se faire prévaloir à nos dépens, à ne jamais souffrir un effronté mensonge sans démasquer le menteur. Et puisque le *Mercantile* dit que c'est masque bas qu'il veut soutenir la cause de son parti, il ne peut se formaliser que nous ayons pris la peine de le mettre dans l'état où il se souhaitait lui-même.

Si c'est là ce que le *Constant quand même* du *Mercantile* appelle une philippique, qu'il y réponde en étouffant la menace par laquelle il croyait nous terrifier, c'est-à-dire en faisant connaître les motifs qui avaient engagé les amis du juge Dawson à choisir le journal dont il s'agit pour annoncer sa candidature.

Par le *manifeste* que nous publions aujourd'hui, on verra qu'il y avait 15 navires en charge au Hâvre pour les Etats-Unis—nous n'en avons pas remarqué pour la Nouvelle-Orléans. Les prochains journaux de New-York nous annonceront probablement l'arrivée du *François Ier.*, du *Harriet & Jessie*, ou du *Tiger*.

Le navire *America*, arrivé du Hâvre à New-York, a rencontré le 4 juillet, (10 jours après son départ) lat. 42, long. 58, un navire chaviré, doublé en cuivre et presque neuf, ayant 75 à 80 pieds de quille.

M. l'EDITEUR,

Puisqu'il n'y a plus à douter de la candidature de *Denis Prieur* à la place de gouverneur, faites-moi le plaisir de m'accorder un peu de place dans votre feuille, afin que *le petit Pacha du Mercantile Advertiser* m'informe de l'intention du *Sultan son maître*, et me dise, dans son prochain numéro, *en bon anglais*, s'il sera aussi candidat à la place de maire, dont l'élection a lieu TROIS MOIS avant celle de gouverneur. Comme nous avons jeté les yeux sur quelqu'un, nous voudrions savoir aussitôt que possible, par la voie du *journal de Prieur*, s'il est, ou non, candidat à cette dernière place.

J'ai l'honneur de vous saluer,

UN PARFAIT DAWSONISTE.

Nous pourrons dire de notre côté au " *parfait Dawsoniste*" que nous ne serions pas du tout étonnés de voir le *Sultan* devenir candidat à la place de maire en même temps qu'à celle de gouverneur; et nous pourrions presqu'assurer que si l'élection du président se faisait trois mois après celle du gouverneur, le *Sultan* serait aussi candidat à la présidence; car on doit se rappeler que, quelque temps après son élection à la place de maire, il dédaigna les suffrages de douze cents et quelques citoyens, pour postuler celle de *conservateur des hypothèques*. *Enfoncé* par le gouverneur, il voulut bientôt après s'accrocher à une caisse; mais le pied lui glissa *encore*, et les douze directeurs de la banque de l'*Union* voulant être toujours unis, tombèrent *d'accord pour son rejet.*

(*Communiqué.*)

HISTORIQUE.

SCENE 1ère.—Le Salon.

Un malade, appuyé sur sa canne. — Madame, j'entre par ici chez le docteur L.....?

La Dame.—C'est ici même, Monsieur, donnez-vous la peine d'entrer. Prenez un siége. Qu'y a-t-il pour votre service?

—Madame, on m'a beaucoup vanté les talens du docteur L....., et je désirerais le consulter sur une incommodité que j'éprouve.

— Je vais savoir s'il est visible; ne vous impatientez pas, je reviens à l'instant.

SCENE II.—La Salle.

La Dame. —Docteur, quelqu'un te demande.

Le Docteur. — Veuillez dire à ce quelqu'un que je dîne.

— Mais.....

— Je dîne.

SCENE III.—Le salon.

La Dame.—Monsieur, je suis peinée de vous désappointer, mais en ce moment le docteur dîne.

Le Malade.—Madame, c'est fort bien, j'attendrai sa commodité; je sais bien qu'il faut que chacun dîne.

SCENE IV.—La salle.

La Dame.—Docteur, le malade n'est pas pressé, il attendra que tu aies dîné.

Le Docteur.—Mais c'est peine inutile, vous dis-je, je suis fatigué, je ne puis bouger, et il m'attendrait toute la journée.

—Quoi tu ne te sens pas la force de passer dans l'autre pièce!

—Pas même de me lever d'ici.

SCENE V ET DERNIERE—Le salon.

La Dame.—Monsieur, je suis au désespoir, mais le docteur pense qu'il n'est pas en état de vous entendre; il se sent tellement harassé en ce moment où il dîne, qu'il ne croit pas pouvoir vous entendre jusqu'à vous d'aujourd'hui.

—Le malade, se levant.—Madame, je vous rends grâce, agréez mes remercîmens bien sincères pour la peine que je viens de vous donner, et veuillez témoigner à M. le docteur [illegible] la haute opinion que j'emporte et de son humanité et de sa politesse. (*Le malade.*)

Le Gibraltar Chronicle du 6 de juil[illegible] à Boston, contient des extraits d'une lettre parti[illegible] de Madrid, d'après lesquels il paraît qu'on a eu conn[illegible] à Lisbonne, le lendemain, du débarquement de[illegible] pédition à la côte de l'Algarves, dans la soirée du 24 de j[illegible] et qu'on avait adopté des mesures immédiates pour d[illegible] une force considérable pour exterminer les *rebelles*.

Un bâtiment, arrivé à Gibraltar le 6 de[illegible]et, rapporte que dans la matinée du 4, il a vu, à environ [illegible]inze milles du cap St. Vincent, les escadres de don M[illegible] et de don Pédro qui voguaient sur deux lignes parr[illegible], la dernière longeant la côte, l'autre à une distance pl[illegible]oignée, dans la direction du cap Ste. Marie. La flotte [illegible] don Miguel comptait onze voiles; celle de don Pédro s[illegible] dont trois à vapeur. Après les avoir perdues de vue, le capitaine avait entendu le bruit du canon.

EXTERIEUR.

FRANCE.

PARIS, 1er. juillet.

—Voici quelques détails extraits de[illegible]es venues d'Oporto par le brick *l'Africain*. Après [illegible]sieurs conseils de guerre eurent été tenus, il fut dé[illegible]embarquer de trois à quatre mille hommes de troup[illegible]s bâtimens à vapeur qui se trouvaient en dehors [illegible]abouchure du Douro et de diriger sur-le-champ ces [illegible]ns vers le Tage. Le mauvais tems causa un retard [illegible]elques jours; mais le 20 on leva l'ancre et l'on mit [illegible]voile. L'expédition se composait du *Don Pédro*, v[illegible]u à deux batteries, deux corvettes et cinq bâtimens [illegible]peur. Le comte de Villaflor commandait les troupe[illegible]it accompagné du marquis de Palmella. On avait [illegible]ord eu le projet d'envoyer des forces beaucoup plus [illegible]érables; mais on reçut de Lisbonne des avis asse[illegible]ables pour faire croire que l'on n'éprouverait que peu [illegible]nt de résistance de la part des corps qui défendent [illegible] non plus que de l'escadre miguéliste. En effet, un[illegible]e division de cette escadre était arrivé à Oporto, et [illegible]enseignemens qu'il avait donnés avaient déterminé [illegible] le départ de l'expédition. Si elle réussit, nous en aurons [illegible]promptement la nouvelle, attendu qu'un des bâtimens [illegible]eur que l'on détacherait pour l'annoncer pourrait fa[illegible]48 heures le trajet des côtes du Portugal à Falmouth[illegible], contre toute attente, ont rencontrait une opposition[illegible]se, les commandans ont trop de prudence pour ce[illegible]ettre le salut de l'expédition qui avait un autre objet[illegible]t la réussite était certaine. Don Pédro, qui n'a ju[illegible]enoncé au titre de général en chef de l'armée, [illegible]qu'ici n'a accordé que le titre de chef d'état-[illegible]ral au commandant en chef de fait, vient de no[illegible] chef de l'état-major général, le comte de Saldanha, [illegible]es hommes les plus populaires en Portugal.

Il paraît, d'après quelques lettres, que le vaisseau de ligne le *Talavera*, qui est [illegible] dernièrement de la Manche avec la frégate le *Stag*, a fait voile en droiture pour Oporto, et que sa mission est de ren[illegible]e Pantage commis par le gouvernement miguéliste sur les [illegible] de guerre anglais le *Nautilus*.

Les versions concernant la retrait[illegible]ral Solignac sont différentes. On dit entre autres choses qu'il n'avait pas voulu désigner le commandant de l'e[illegible]ion partie le 20, non plus que le commander en per[illegible] et même qu'il s'était prononcé contre l'embarqu[illegible] d'aucune partie des troupes. Le conseil délibér[illegible] décision ayant été contraire aux vues du maréch[illegible] quitta brusquement la salle et envoya sa démissio[illegible] acceptée sur-le-champ.

Au départ de l'*Africain*, il y avait en [illegible] de la barre du Douro 110 bâtimens chargés de vivres [illegible]munition.

Quelques journaux parlent du départ [illegible] de Bourmont et du commodore Effiot, de la marine[illegible]. Ils sont passés au service de don Miguel, et [illegible]is d'un port d'Angleterre pour le Portugal. Il e[illegible]barquer que les journaux anglais ne font aucune m[illegible] de cette nouvelle: peut-être n'a-t-elle été insérée q[illegible] la vue d'atténuer l'effet de l'expédition que vient [illegible] encore une partie de l'armée de don Pédro.

La *Gazette de France* annonce qu'elle a [illegible]me lettre de Lisbonne, en date du 17 juin, par voi[illegible]ordinaire. Cette lettre annonce que sir Jones, capi[illegible] vaisseau au service de S. M. B., a été nommé com[illegible]ant de l'escadre portugaise. Il a visité l'escadre [illegible] journée du 17, et sans doute, ajoute la *Gazett* , il au[illegible]es dispositions convenables pour bien recevoir le c[illegible]e Napier, si celui-ci ose se présenter dans le Tage.

Le capitaine Sartorius, qui a été remplacé [illegible] son commandement de l'escadre de don Pédro, par M[illegible]pier vient, d'arriver à Brest [illegible] un petit navire mar[illegible] anglais. Il paraît que son voyage a pour objet de [illegible]er sa part dans la valeur du navire le *Magnanime*, p[illegible] portugaise qu'il avait faite l'année dernière, quand il [illegible]uait Lisbonne.

HAVRE, 3 juillet.

—Quelques télémistes un peu goguen[illegible] pour s'amuser sans doute de la crédulité des bons cit[illegible] de Paris, ont fait courir le bruit d'une révolte à bord [illegible] corvette l'*Agathe*, et comme les révoltés et les bru[illegible] ville ont presque toujours un but, à la suite de la révol[illegible] dit que la duchesse de Berry aurait été délivrée par le re[illegible]eux et rebelle équipage de la corvette.

Nous ne pensons pas souvent de biographie, ma[illegible] jourd'hui pour démentir un bruit qui, quelque chose [illegible] sort, a besoin d'être démenti, nous dirons un mot de [illegible]aine que l'on prétend avoir été mis à fond de cale par [illegible] fois.

Le capitaine de frégate Turpin, qui commande l'*A*[illegible] est un des premiers officiers de la marine française. [illegible] mais homme de mer ne sut mieux tenir un équipage [illegible] navire de guerre, et si une révolte pouvait être possib[illegible] bord d'un bâtiment de guerre bien conduit et bien ten[illegible] nous parierions encore qu'elle ne pourrait avoir lieu à bo[illegible] d'un navire commandé par un officier aussi juste, aussi vi[illegible] gilant et aussi ferme que M. Turpin. D'ailleurs, pour que quelques rebelles légitimistes pussent s'emparer d'un bâtiment de guerre, il faudrait qu'ils trouvassent dans le [illegible] nombre d'hommes qui forment un équipage de l'Et[illegible] que tendre sympathie pour la légitimité. Or, ce [illegible] pas chez les matelots qu'existe une telle sympathie : [illegible] plus tôt dans le marin qu'il faut chercher des regret[illegible] les Bourbons. Mais je défie aux plus habiles de réussir [illegible] poser un équipage, parmi lequel la légitimité ne soit [illegible] horreur.

Et comment avec un capitaine comme M. Turpin, et avec des matelots comme ils le sont tous, supposer que la duchesse de Berry ait pu être délivrée des mains des infidèles, comme une autre Mathilde, par quelque autre Malek-Adel de bord! A d'autres qu'à nous ces contes des marins de Brest ou de la Rapée.

PARIS, 1er. juillet.

—On écrit de Valenciennes :

L'établissement des camps vient d'être *définitivement* résolu. Ils seront formés savoir : à Saint-Omer, sous le commandement des généraux Sébastiani pour l'infanterie et Dejean pour la cavalerie.

A Wattignies, près Maubeuge, sous la direction des généraux Achard pour l'infanterie et Lamartine pour la cavalerie.

A Rueng, sous le commandement des généraux Jamin pour l'infanterie et St-Génies pour la cavalerie.

A Sarrelouis, où il y aura 24 escadrons de cavalerie sans infanterie, sous le commandement du général Jacquinot.

A Compiègne où 6 bataillons d'infanterie se réuniront à 12 escadrons de cavalerie trois des 24 hâlers et 24 cuirassiers, sous le commandement supérieur du duc d'Orléans.

L'infanterie sera rendue dans ces divers lieux le 15 juillet et la cavalerie le 15 août suivant.

Les camps dureront 3 mois. Les officiers supérieurs recevront 60 fr. par mois, les capitaines 40 fr., les lieutenans et sous-lieutenans 30 fr., les sous-officiers et soldats 8 cent. par jour à titre d'indemnité à cause des dépenses extraordinaires auxquelles par l'enchérissement des denrées et des logemens.

—Une lettre de Varsovie, adressée à un réfugié polonais, fait de la détention de la Princesse Lubomirska le plus déplorable. Les autorités russes n'y délivrent aucun passeport pour l'étranger; les négocians même n'en obtiennent qu'avec la plus grande difficulté. On ignore à Varsovie ce qui se passe dans l'intérieur des provinces; personne n'oserait se charger d'y révéler les actes de cruauté qu'y commettent les agens de la Russie; la moindre indiscrétion déjà coûte cher, et est punie avec une rigueur sans exemple. Un acte récent de barbarie donnera une idée du despotisme qui règne dans ce malheureux pays: l'ukase qui ordonnait la déportation de plusieurs milliers de familles polonaises dans les provinces du Caucase, devait être certes très-secret. La révélation qui en a été faite à un journal anglais a mis le Czar dans une grande fureur; des commissaires extraordinaires ont été envoyés de Saint-Pétersbourg à Varsovie, pour y découvrir quel était parmi les employés des administrations celui qui s'était rendu coupable de cette infidélité. Ils ne purent réussir dans leurs recherches; mais comme les coupons avaient plané sur quelques individus, et que l'auteur du crime devait se trouver parmi eux, les commissaires russes trouvèrent tout simple d'envoyer en Sibérie une quarantaine d'employés russes et polonais; six d'entre eux sont condamnés à recevoir le knout. On craint que Nicolas ne borne pas là sa vengeance, tant il est irrité de la publicité de cet ukase.

—Une grande maison de commerce, à Gothenbourg, en Suède, a fait une faillite de 2 millions d'*écus de* banque. Elle occupait beaucoup de familles dans sa raffinerie de sucre et dans sa brasserie de porter; elle avait le monopole de cette boisson pour toute la Suède, et les aubergistes étaient tenus à se pourvoir de porter chez ce fabricant.

—Il va paraître un nouveau journal intitulé: le *Légitimiste de Bonne foi*. Il paraît que les autres journaux de cette nuance ne sont pas regardés de fort bonne foi par ceux mêmes de leur parti.

PARIS, 28 juin.

Les débats des chambres constitutionnelles d'Allemagne prennent une tournure très-sérieuse. Partout la plus vive opposition s'est déclarée contre le gouvernement. C'est au point qu'il a déjà été mis en question à Cassel si l'on ne dissoudrait pas les états. On parle aussi de la dissolution des états du Grand Duché de Bade.

—Les journaux ministériels disent aujourd'hui que c'est sur la demande du maréchal Soult que M. Sébastiani a obtenu l'*intérim* de la guerre. Le fait est que M. de Rigny était le candidat de M. Soult, et M. Sébastiani l'homme des doctrinaires.

— La commission qui doit proposer au gouvernement un plan de colonisation pour Alger est, dit-on, nommée. On cite comme en faisant partie MM. Legrand, Piscatory et de la Pensonnière, députés; Guiheminot et Mortemart, pairs de France; M. l'amiral Rosamel et deux ou trois autres notabilités de la guerre ou de la marine.

Cette commission doit passer à Alger sur un bâtiment de l'état et s'y livrer à une enquête dont le résultat serait soumis au ministère avant la prochaine session.

— Un journal [illegible] de Madrid, [illegible] *Moniteur*, *Breton* et *Publicateur* [illegible] qui annonce une nouvelle d'autant moins probable, qu'elle n'a été annoncée par aucune autre voie :

" Des lettres confidentielles de Prague parlent d'une trame affreuse découverte heureusement à temps, dans la maison même des princes exilés de la famille royale. Un nommé Barthélemy, d'une entière confiance, avait médité l'empoisonnement de toute la famille. D'après les lettres en question, il n'est pas permis de douter de ces épouvantables projets. Ce monstre, découvert et exilé de Pasyle que lui ont généreusement donné ses maîtres exilés, a été saisi, dit-on, par la police autrichienne, qui le tient sous bonne garde. "

— Un ministre a prétendu hier que le gouvernement français avait envoyé à Turin des réclamations contre les persécutions qui ont lieu entre les personnes impliquées dans la conspiration du Piémont.

— Rien ne confirme la nouvelle donnée par un journal du matin, que l'ex-maréchal Bourmont se serait rendu à Lisbonne pour être mis à la tête des troupes miguélistes. D'ailleurs des lettres très-récentes de Gibraltar affirment la présence de M. de Bourmont dans cette ville. En conséquence, tout porte à croire que cette nouvelle était sans fondement.

—On croit que la nomination des quatre nouveaux pairs, qui est publiée aujourd'hui dans le *Moniteur*, n'est que le prélude de plusieurs autres. L'intention du ministère est d'introduire ainsi, à diverses reprises, ses amis dévoués dans la chambre des pairs.

— On assure que des nouvelles de Madrid du 22, sont parvenues au gouvernement par voie extraordinaire. Les carlistes auraient tenté, le 21 au soir, de faire naître quelques désordres dans la capitale; mais, comme ils étaient peu nombreux, ils auraient été facilement dispersés par la police, et plusieurs auraient été arrêtés. Il paraît que les carlistes avaient l'espoir que le parti apostolique opérerait quelque soulèvement dans les provinces; mais jusqu'à ce moment, il paraît que les provinces en-deçà de Madrid sont restées dans la tranquillité la plus parfaite. Les capitaines généraux avaient reçu l'ordre, du gouvernement espagnol, de tenir continuellement les troupes sous les armes, afin d'être à même de les diriger immédiatement sur les points qui pourraient être menacés.

— Le gouvernement n'est enfin décidé à démentir officiellement les bruits qui s'étaient accrédités, que les détails sur la conspiration piémontaise auraient été livrés au gouvernement turin par la police française. Chacun sait à quoi s'en tenir sur ces sortes d'émeutes, et les nouvelles positives parvenues à cet égard à la connaissance du public des quatre-vingts, ne permettaient pas de douter, même malgré le démenti formel du *Moniteur*, de la coopération de la police française à la découverte de la conspiration piémontaise.

— Le gouvernement russe fait encore annoncer dernièrement dans les feuilles allemandes qui lui sont dévouées, qu'il allait se relâcher de sa sévérité à l'égard de la Pologne. Mais on a vu que des nouvelles de ce malheureux pays, et il paraît que depuis les derniers troubles qui ont éclaté dernièrement dans quelques provinces polonaises, et dont la commotion s'est fait ressentir à Varsovie, les autorités militaires russes redoublent de *sévérité* dans cette ville, où l'on a organisé un système d'espionnage dont un grand nombre d'habitans ont déjà été victimes. Du reste, l'insurrection du côté des forêts de la Lithuanie est loin d'être étouffée. Ce pays est trop favorable à une guerre de partisans, pour que les forces russes qu'on y envoie puissent extirper entièrement les bandes insurgés, qui sont d'ailleurs secrètement encouragées par les habitans.

— Dans le duel que MM. Gendebien et Rogier ont eu le 20 courant, par suite de la séance de la chambre des représentans du 23, ce dernier a reçu une balle dans la joue; mais sa blessure ne paraît pas dangereuse.

— M. Sébastiani l'a emporté sur M. de Rigny pour l'intérim du ministère de la guerre, pendant l'absence du maréchal Soult. C'est un triomphe pour le parti doctrinaire.

PARIS, 28 juin.

Ce n'est déjà plus de M. Clausel dont il est question pour le gouvernement d'Alger. Soit que ses prétentions aient paru trop exagérées, soit que le ministère n'ait pas voulu le mettre à même d'exécuter indépendamment un système de colonisation qu'il n'avait pas voulu adopter en son propre nom, soit enfin que M. le maréchal Clausel ait craint de sacrifier sa popularité en acceptant cette place sous le ministère actuel, c'est du nouveau M. le général Guilleminot qui est désigné comme successeur de M. de Rovigo. Sa nomination a trouvé une vive opposition dans M. Sébastiani, qui cherchait à la combattre par des prétextes de convenances diplomatiques; mais, malgré le ministre sans portefeuille, la nomination a été enfin décidée.

Il paraît, du reste, que M. Guilleminot n'aura pas le pouvoir exclusif. Il ne sera que président d'un conseil d'administration composé de cinq membres. C'est ainsi que déjà on avait éprouvé combien le partage du pouvoir, dans une administration de ce genre, est fatale au bien-être du pays, qui se trouve ainsi livré à plusieurs volontés souvent opposées. On a déjà été obligé une fois de faire dépendre l'administration civile d'Alger de son administration militaire; mais il paraît que l'expérience ne profite guère au ministère.

Les explications données dernièrement par M. Soult aux interpellations de M. le maréchal Clauzel, quelque peu satisfaisantes qu'elles aient été, n'en ont pas moins produit un effet favorable sur le commerce de Marseille et de Toulon. On espérait qu'au moins la colonisation par entreprises particulières devant être approuvée par le gouvernement, les relations avec la colonie deviendraient plus importantes pour ces deux villes. Il est probable que le conseil d'administration, nommé par le ministère pour administrer Alger, fera évanouir ces fleurs d'espérance.

On assure que l'ordonnance portant nomination des cinq membres qui devront former l'administration d'Alger, paraîtra ces jours-ci, et qu'elle sera précédée d'un long rapport du maréchal Soult, expliquant les motifs du nouveau système adopté.

Aujourd'hui le *Moniteur* a inséré plusieurs récompenses accordées par le ministère à ses amis dévoués de la chambre des députés et à quelques intimes des ministres. Quatre nouveaux pairs viennent d'être nommés.

M. le comte Lobau doit sans doute sa nomination à la scène sentimentale qu'il a jouée, à la chambre des députés, lors du discours de M. de Bricqueville.

M. de Saint Cricq a été nommé pair pour la manière dont il a soutenu les vues exclusives dans les lois commerciales.

M. de Cassaignoles est l'ami particulier de M. Guizot. C'est donc à cette recommandation qu'il doit son entrée à la chambre viagère.

Enfin M. de Reynach est le compatriote de M. Humann, au lequel il était assis à la chambre des députés. C'est [illegible] plus beau titre à la pairie.

On apprend d'une manière positive que le plan primitif des forts détachés, adopté par le gouvernement pour les fortifications de Paris, avait été fourni au ministère de la guerre par un colonel réfugié nommé Yanowski.

—On a déjà commencé au ministère de la guerre, les préparatifs du départ de M. le maréchal Soult pour les eaux du Mont-d'Or. Le ministre partira après [illegible] du roi de son excursion au château d'Eu.

Plusieurs ingénieurs français sont depuis quelques mois à Londres, où ils étudient le système des [illegible] à vapeur et des routes en fer. Le gouvernement a [illegible] des rapports sur les résultats de leurs recherches et on assure que les renseignemens qu'ils ont obtenus rendraient inutile le voyage à Londres de M. Thiers, qui selon quelques journaux, devrait partir pour l'Angleterre dans une quinzaine de jours.

—On a expédié du ministère de la marine aux préfets maritimes de Brest, Lorient, Toulon, etc., des ordres afin de continuer les armemens de plusieurs bâtimens.

On dit aussi qu'on va envoyer dans nos ports de mer des commissaires chargés de faire un rapport détaillé sur la situation des vaisseaux de l'état, car il paraît qu'un grand nombre de ces bâtimens, qui sont entrés en compte dans la récapitulation des forces navales de la France faite par M. Ch. Dupin, pour le budget de la marine, se trouvent dans un état déplorable de dégradation et de vétusté.

—On assure au ministère de la guerre que si les travaux des forts ont été interrompus, c'est qu'il est parvenu au château, de la part de plusieurs colonels de la garde nationale, des avis sur l'impopularité de ces travaux. On insinuait dans plusieurs des rapports [illegible] par différentes légalités, tant de Paris que de la banlieue, contre le système des bastilles, des réclamations du genre de celles qui en 1827 motivèrent la dissolution de la garde nationale. On ajoutait qu'aussitôt après la revue, les travaux seraient repris de plus belle.

Il est probable que les journaux de pouvoir démentiront cette nouvelle. Mais nous avons tout lieu de croire qu'elle vient de très-bonne source. (*Jour. du Comm.*)

HAVAS, 26 juin.

Il est question d'un congrès carliste au petit-[illegible] qui doit se tenir à Genève très-incessamment. M. d'Bourmont s'est déjà rendu dans cette ville avec ses deux fils. M. de Brezé, M. de Noailles et d'autres pairs encore ont des passeports pour la Suisse. Il doit se trouver dans les conférences qui vont s'ouvrir un assez grand nombre d'autres notabilités françaises, qui habitent en ce moment l'étranger.

—Des nouvelles arrivées de Prague annoncent que l'on a remarqué chez le duc d'Angoulême quelques symptômes d'aliénation mentale.

—Des nouvelles récentes de Port-au-Prince, arrivées à Bordeaux, annoncent l'arrivée très-prochaine à Paris de M. Elie de Saint-Mard, commissaire du gouvernement haïtien auprès du gouvernement français.

—Nous avons fait connaître la lettre adressée par l'infant don Carlos à son frère le roi d'Espagne; voici la réponse de Ferdinand:

" Mon très-cher frère Carlos,

" Je n'ai jamais douté de l'affection que tu me portes; je pense que tu ne doutes pas davantage de celle que j'ai pour toi; mais je suis père et roi, et je dois veiller aux intérêts de mes droits, à ceux de ma fille, de même qu'à ceux de ma couronne. Je ne veux pas faire violence à ta conscience, en te faisant renoncer à tes prétendus droits que tu crois que Dieu seul peut te faire perdre, quoiqu'ils ne soient fondés que sur la décision des hommes; mais l'affection fraternelle que j'ai toujours eue pour toi me décide à t'éviter les dégoûts que tu trouverais dans un pays où tes prétendus droits sont méconnus. Mes devoirs de roi m'obligent à éloigner la personne d'un infant dont les prétentions pourraient servir de prétexte aux mécontens. Des raisons de la plus haute politique, les lois du royaume qui Ferdonnent expressément, et la propre tranquillité, qui m'est aussi chère que le bien de mes peuples, rendent impossible ton retour en Espagne; je t'autorise à te rendre de suite avec ta famille dans les états pontificaux. Tu me donneras avis de ton arrivée et du lieu que tu auras choisi pour ta résidence. Un de mes bâtimens de guerre arrivera incessamment à [illegible] pour te prendre [illegible]

[illegible] Espagne est indépendante de toute [illegible] influence étrangères en ce qui touche son administration intérieure, et j'agirais contre la [illegible] et complète indépendance de ma couronne en violant le principe de non intervention; adopté généralement par tous les souverains de l'Europe, si je leur faisais la communication que tu me demandes dans ta lettre.

" Madrid, 6 mai. "

—On a exposé au palais de Tamodo, à Saint-Pétersbourg, un lit en cristal massif, d'une [illegible] à être envoyé en présent au schah de Perse, par l'empereur de Russie. Ce lit magnifique, le seul de ce genre qui existe peut-être dans le monde, est resplandissant d'argent, orné de colonnes de cristal. On y monte par des marches de verre bleu. Il est construit de manière à ce que, des deux côtés, il peut en jaillir deux jets d'eau odoriférente, dont le bruit contribue à provoquer un sommeil agréable. A la lumière des flambeaux, on est ébloui de l'éclat qu'il réfléchit; on dirait des myriades de diamans. Ce meuble sort de la manufacture impériale de Saint-Pétersbourg.

ITALIE.

ANCÔNE, 21 juin.

Les gazettes de la Grèce, jusqu'au 25 mai, contiennent un grand nombre d'actes et de décrets du gouvernement. L'un des décrets fixe aussi les émolumens des premiers fonctionnaires de l'état, savoir: ministres, 12,000 dragmes (6 dragues font un écu romain); préfets, 6,000 dragues; premiers conseillers, 6,000; deuxième conseillers, 3,600; secrétaires des ministres, 2,400; secrétaires des préfets, 1,800; frais du bureaux, 600.

Les mêmes gazettes annoncent que les Russes ont pris possession de plusieurs forts en Asie, ainsi que des fortresses des Dardanelles, et semblent croire que la paix est bien éloignée. Elles parlent enfin de l'arrivée de beaucoup de bâtimens anglais et français dans l'Archipel.

On écrit de Rome que M. de Laborde vient d'arriver dans cette capitale, chargé d'une mission spéciale de gouvernement français pour le saint-siége.

C'est M. de Tomasi qui remplit en ce moment les fonctions de ministre du roi des Français à Rome. On vient d'incarcérer dans cette capitale quatre arrestations, qu'on dit fort importantes. Ce sont trois prêtres et le fils de monseigneur Galanti, l'un des hommes les mieux vus à la cour pontificale. L'officier qui a fait ces arrestations a été avancé en grade.

ANCÔNE, 10 juin.

On apprend, par un navire qui vient d'arriver des côtes de la Dalmatie, que plusieurs chaloupes-canonnières, péniches et une frégate autrichiennes croisent dans les eaux de l'Albanie et sur les côtes des possessions autrichiennes. On dit que ce qui a motivé ce rassemblement de forces navales sur ce point est l'entrée d'un corps de 14,000 Grecs sur le territoire turc, afin d'observer leurs mouvemens et garantir au besoin ce pays. D'autres disent que c'est pour former un cordon sanitaire contre la maladie qui s'est déclarée en Albanie.

Des lettres de Rome, reçues par le courrier d'hier, annoncent l'arrivée, dans le port de Civita-Vecchia, de l'infant don Carlos d'Espagne. Ce prince, après avoir purgé sa quarantaine, se rendra à Rome.

RUSSIE.

ODESSA, 17 juin.

Avant-hier, la corvette de guerre russe *Mesboli*, arrivée en cinq jours de Constantinople, a apporté la nouvelle de l'arrangement des affaires turco-égyptiennes et de l'évacuation de l'Anatolie par Ibrahim et son armée; à peu près à la même époque il est arrivé un chasseur, avec l'ordre de S. M. l'empereur de ne point faire partir l'expédition de 8000 hommes, ultérieurement destinée pour Constantinople, et dans le cas où elle serait partie d'envoyer à sa suite un vaisseau fin voilier pour la rappeler à Odessa. Bien que les préparatifs pour l'expédition fussent depuis longtemps terminés, l'embarquement des troupes n'avait point encore eu lieu, et en conséquence il vient d'être contremandé. Maintenant on ramène dans la ville toute l'artillerie de campagne qui était placée sur le rivage. Les navires marchands, que le gouvernement avait loués, seront congédiés avec une indemnité, et les provisions de guerre et de bouches seront débarquées. On espère d'après cela que la flotte russe reviendra bientôt du Bosphore, ainsi que les troupes campées sur la rive asiatique.

(*Observateur Autrichien.*)

1799.

FRA DIAVOLO.

QUATRIEME JOURNEE.—(*Suite et fin.*)

J'étais donc capitaine!

J'avais gagné cette seconde épaulette dont Richard me parlait quelques instans avant sa mort, je l'avais gagnée, mais c'est à lui que je la devais, car à lui seul je devais mon sang-froid et quelques traits de bravoure; et l'infortuné n'était plus là!

Je trouvai devant Ascoli le général Monnier; il se préparait à faire le siége de la ville. En ma nouvelle qualité, je lui rendis compte de notre affaire avec les Russes, de leur nombre, de leur entière extermination et de la valeur de nos soldats dont je ramenais à peine la moitié.

—La moitié! me dit-il, à peine la moitié! Savez vous bien que c'est une grande perte pour nous?

—Mon général, repris-je, les Russes étaient six cents.

Il ne répondit rien, et resta quelque temps absorbé dans de pénibles réflexions. Ensuite, il me demanda de nouveaux détails sur l'action et la mort du capitaine, qu'il paraissait regretter vivement. Puis il disait en se promenant pensif dans la tente :

—Ce pauvre diable! c'était là un excellent capitaine, brave et généreux, mais un loup, un vrai loup dans la mêlée.....

Et, s'arrêtant devant moi :—Vous succédez à un homme que je ne remplacerai jamais.....Pourtant, votre début a été beau, brillant, même..... Durnas n'aurait pas mieux fait..... C'est bien, capitaine, c'est très-bien.

—Mais, lui dis-je, mon général, je ne mérite pas tant d'éloges; j'avais un ami à venger, un ami assassiné sous mon bras, et je me battais de désespoir; la vie me pèse.

Il me répondit :—Vous cherchez la mort? c'est le moyen de vivre long-temps. J'ai vu cela, moi, vingt fois; je vous parle par expérience; j'ai été jeune aussi, j'ai eu des chagrins, et j'ai voulu me faire tu